

Compte-rendu de la Conférence

"Énergies et Territoires dans la Région Hauts-de-France"

Date : Lundi 8 septembre 2024, 18h00

Lieu : Chambre d'Agriculture d'Amiens, 19 bis rue Alexandre Dumas

Organisateurs : ASUR, EEDAM, Stop Éoliennes Hauts-de-France, VDES, Vent Debout 59, Sites & Monuments, RETM, Vent des Maires.

Une mobilisation régionale sans précédent

Cette conférence a rassemblé des maires de toute la région Hauts-de-France, des agriculteurs, des associations de défense du territoire, ainsi que des représentants du Conseil départemental. L'enjeu était de taille : **comment les énergies renouvelables et les territoires peuvent-ils contribuer à la transition énergétique sans sacrifier notre cadre de vie ?**

Les intervenants et leurs expertises

Alain Ayong Le Kama, économiste à l'Université Paris Nanterre et ancien conseiller au Commissariat général du plan, a alerté sur les dérives du système actuel : *"On ne peut pas laisser une minorité manger le gâteau et laisser la majorité le payer."* Il a notamment dénoncé l'absence de communication claire et précise, et l'absence d'études d'impacts environnementaux et sociétaux.

Nicolas Bour, ingénieur Polytechnique et coordinateur technique du Réseau Énergies Terre&Mer, a présenté les alternatives possibles aux énergies intermittentes.

Samuele Furfari, ancien haut fonctionnaire européen à la Direction générale de l'énergie, a apporté son expertise de 36 années dans les politiques énergétiques européennes depuis Bruxelles en visioconférence.

Jean-Michel Serres, ancien président de la FDSEA Somme, a témoigné des préoccupations du monde agricole face à l'accaparement des terres.

Bénédicte Leclerc de Hauteclouque, présidente de la fédération Stop Éolien, a également apporté son expertise sur les impacts territoriaux des implantations éoliennes.

Des chiffres alarmants révélés

La conférence a mis en lumière des données préoccupantes :

- **20 milliards d'euros d'économies** seraient réalisables avec une politique énergétique rationnelle ;
- La France exporte déjà son **surplus d'électricité** (102 TWh), remettant en question la nécessité d'augmenter massivement la production ;
- Cette électricité est **vendue à bas coût, parfois à perte**, à l'étranger alors que **les factures des Français ont explosé** ;
- Les **subventions massives** aux énergies renouvelables représentent un coût colossal pour l'État.

L'inquiétude du monde agricole

Laurent Degenne, président de la Chambre régionale d'agriculture des Hauts-de-France, a posé la question centrale : *"Que voulons-nous faire de notre territoire ? Aucune consultation n'a été faite avec tous les acteurs."*

Les agriculteurs présents ont exprimé leurs craintes majeures :

- **Le démantèlement des installations** : qui paiera ? Les propriétaires terriens risquent de supporter ces coûts
- **La pollution des sols** par les fondations en béton et les matériaux composites
- **La réduction des terres agricoles** menace notre souveraineté alimentaire
- Les projets d'agrivoltaïsme et de **méthaniseurs** suscitent de vives inquiétudes

L'impact sur l'économie locale

Des témoignages bouleversants ont été partagés concernant la fermeture d'entreprises :

- **Boulangeries** contraintes de fermer, ne pouvant plus assumer leurs charges énergétiques
- **Restaurants** en difficulté face à l'explosion des coûts de l'énergie
- **PME** fragilisées par des factures énergétiques devenues insoutenables

Le paradoxe des communes "préservées"

Lors d'échanges après la conférence avec des élus et agriculteurs, une réalité troublante est apparue : les communes sans éoliennes le doivent souvent à des **concertations** et des **discussions avec les exploitants agricoles**. Ces communes ont su préserver leur territoire, mais leurs paysages restent impactés par les installations voisines.

L'alerte sur la PPE 3

La **Programmation Pluriannuelle de l'Énergie dans sa version actuelle** représenterait une catastrophe pour notre pays :

- **Dégradation massive de la biodiversité**
- **Explosion des dépenses publiques**
- **Doublement progressif du prix de l'énergie** sur les 10 prochaines années

Conclusion : Un avenir énergétique à repenser

Cette conférence a révélé l'urgence de repenser notre politique énergétique. Face aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux, les participants ont plaidé pour :

- Une **véritable concertation** avec les territoires
- Le développement des **énergies thermiques renouvelables**
- Une approche **rationnelle** plutôt qu'idéologique
- La **protection des terres agricoles** et de notre souveraineté alimentaire

L'avenir énergétique de la France ne peut se construire contre ses territoires et ses habitants. Il est temps d'ouvrir un véritable débat démocratique sur ces enjeux cruciaux.